

Des élevages moins polluants en Mayenne



Laurent Gourdellier, dans sa ferme, à Le Pas (Mayenne), le 11 mai. LOUISE QUIGNON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Léa Sanchez

Une vingtaine d'agriculteurs ont choisi le pâturage pour nourrir leurs vaches plutôt que le maïs et le soja

REPORTAGE

COLOMBIERS-DU-PLESSIS, DÉSSERTINES ET LESBOIS (MAYENNE) - *envoyée spéciale*

C'est devenu un rituel. Sur ses terres verdoyantes du bocage mayennais, Christophe Mongodin a pris l'habitude, depuis quelques années, de scruter la pousse des prairies grâce à son herbomètre. L'éleveur de 56 ans pose à intervalles réguliers l'engin longiligne, équipé d'un disque coulissant, sur les tiges humides pour mesurer la hauteur et la quantité d'herbe disponible. En ce début de mai, les brins de la parcelle qu'il inspecte culminent à 13 centimètres. Il faudra encore patienter avant que ses 80 vaches laitières puissent venir y brouter. « Si je les amenais ici tout de suite, elles n'auraient pas assez à manger », détaille-t-il.

L'agriculteur, également adjoint au maire de son village de Colombiers-du-Plessis (Mayenne), mène, avec une vingtaine d'autres professionnels des villages voisins, une petite révolution, toute simple en apparence : optimiser l'exploitation des terres pour faire pâturer les troupeaux au maximum, en se détournant des cultures du maïs et des livraisons de soja. Les bovins de Christophe Mongodin et de son épouse, Laurence, vivent désormais davantage dehors, onze mois sur douze.

Baisse du niveau de nitrates

Pour mener à bien ce changement, ils ont échangé des hectares avec des voisins, afin que leurs prairies soient rassemblées près de leur salle de traite. Elles ont été découpées en une soixantaine d'enclos. « L'objectif, c'est que les animaux pâturent chacun d'entre eux en 24 heures », résume l'éleveur.

Ce renouveau des pâturages, encouragé par le Syndicat d'eau du Nord-Ouest mayennais, a permis d'améliorer l'état des rivières, victimes de la politique de remembrement menée au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Avec le déclin des haies, les prairies se sont faites plus rares. Rien qu'entre 2010 et 2020, dans le département, 17 000 hectares ont disparu, notamment au profit de la culture du maïs. Autant de sols nus, souvent traités aux engrais azotés et aux herbicides, sur lesquels les pluies peuvent ruisseler sans le filtre des haies. En France, chaque année, des dizaines de captages sont abandonnés du fait de la pollution des nappes et des cours d'eau.

Dans ces collines des Pays de la Loire, la Colmont, en revanche, se porte mieux. La rivière, qui représente la moitié des prélèvements d'eau du syndicat local, présentait, au début des années 2000, une concentration de nitrates proche de la limite réglementaire de 50 milligrammes par litre, la dépassant même parfois. Le taux moyen annuel mesuré a depuis diminué d'environ un quart. Une « *pente descendante* » que Valérie Cornu, chargée de la protection de la ressource au sein du Syndicat d'eau, attribue aux efforts des éleveurs du bassin.

Avec l'aide de l'agence de l'eau et celle du département, le syndicat a notamment financé entre 2020 et 2022 l'intervention d'une structure de conseil, PâtureSens, pour les aider à se lancer. « *Ça peut paraître un peu ancestral comme méthode, mettre les vaches dehors...* », s'amuse Christophe Mongodin. L'homme en cote grise ajoute, plus sérieux : « *Ça nous assure un revenu, une qualité de vie, et on pratique une agriculture pérenne. Je voulais faire une agriculture propre.* »

A l'instar d'autres adeptes du « pâturage tournant dynamique », il décrit une spirale de dépendance à des intrants très exposés à l'inflation, comme les engrais, et la tentation de produire toujours plus pour faire face aux charges. La crise du prix du lait, en 2015 et +, a marqué la profession. Il y a eu de nombreux suicides. « *On n'a pas échappé au fléau dans le secteur* », rappelle Laurent Gourdelier, un autre éleveur du bocage, depuis son salon décoré de photographies familiales.

Lui a perdu deux proches, et se souvient de l'inquiétude de sa fille. « *Papa, tu ne fais pas la même chose !* », lui lance alors l'adolescente. Le père de famille, qui travaillait « *comme un dingue, pour ne rien gagner* », a peu à peu changé de système. Il a, entre autres, tracé des chemins pour que son troupeau circule de pâture en pâture sans s'embourber, même quand il pleut. La rentabilité de l'exploitation, elle, a grimpé. Lui a gagné en sérénité. « *Je ne reviendrai pas en arrière, dit-il. Chez nous, c'est adapté, c'est adaptable et on en a envie.* »

Un « boviduc » sous la route

De plus jeunes paysans ont fait le même choix : « *Je ne voulais pas être esclave de la ferme* », glisse Clément Belloir, en surveillant ses vaches laitières. L'une d'entre elles, Uriana, s'approche, curieuse. C'est un petit gabarit au pelage beige tirant sur le fauve. Suffisamment léger pour ne pas abîmer le pré, longé par un petit affluent de la Colmont : pour avoir des animaux plus légers et plus rustiques, l'éleveur de 29 ans a fait évoluer le cheptel de son père.

Ces transitions ne se sont pas faites sans interrogations du voisinage, ni sans difficultés. Elles varient selon les agriculteurs : ce peut être un emprunt à arracher aux banques pour financer abreuvoirs, clôtures et autres aménagements ; ou du foncier difficile à dénicher – à défaut d'avoir des parcelles groupées, les rotations des animaux sont limitées. Nathalie et Michel Daguer, du village de Désertines, ont quant à eux créé un « boviduc » pour que leurs bovins accèdent sans encombre à une partie de leurs terres.

Il s'agit d'un tunnel, pour l'heure tapissé de boue, qui passe sous la route. La piste mène à la Colmont, toute proche. Des génisses lézardent là, près de la rivière et des joncs humides. Le manque de pluie d'avril paraît loin ; les ondées de mai ont soulagé les prairies. Malgré tout, avec les sécheresses et le changement climatique, « *on se remet davantage en question, assure M^{me} Daguer, on se demande pourquoi une parcelle a grillé alors qu'on aurait peut-être pu anticiper, lui laisser un peu plus d'herbe* ».

Chacun observe, s'adapte à sa façon. Les pratiques varient, plus largement, selon les exploitations. Certains éleveurs sont passés à une seule traite par jour, d'autres non. Idem pour la conversion en agriculture biologique. Il y a en tout cas une satisfaction commune : celle d'œuvrer pour « *voir de petits ruisseaux couler avec une eau propre, claire, une biodiversité. C'est ça qui façonne nos paysages* », sourit Alexandre Pourrat, un jeune éleveur installé depuis peu dans l'ancienne ferme du vice-président du Syndicat d'eau et maire de Lesbois, Jean-Paul Gahéry. « *La prévention coûte moins cher que le curatif, plaide l'élu. Je crois beaucoup à ce que l'on a fait localement, à l'exemplarité. Je crois qu'on a démontré qu'on peut arriver à d'autres systèmes que le système dominant.* »

Son établissement public a mis en place d'autres dispositifs pour protéger les rivières. Les paiements pour services environnementaux, par exemple, rémunèrent la préservation et la plantation de haies. Elles ont commencé à renaître dès 1996 sur les terres de Pierrick Guilloux, dans le village de Désertines.

« *On avait une petite subvention, 17 francs [environ 4 euros] du mètre, se souvient son père. On ne l'a pas*

fait pour les sous, c'était pour l'abri des animaux. Et pour l'eau, déjà. » Le fils en prend soin. Lui aussi fait sa part : cet hiver, sur 500 mètres de long, de nouveaux jeunes arbres enfonceront leurs racines dans le bocage.